RAPPORT ANNUEL 2017-2018

CCA | CAC

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

LES ACADÉMIES

La Société royale du Canada (SRC)
Fondée en 1882, la Société royale du Canada comprend des académies des arts, des lettres et des sciences, ainsi que le tout premier organisme canadien de reconnaissance multidisciplinaire destiné à la nouvelle génération d'intellectuels canadiens, le Collège de nouveaux chercheurs et créateurs en art et en science. La SRC a pour mission de reconnaître l'excellence dans le savoir, la recherche et les arts, de conseiller les gouvernements et les organismes ainsi que de promouvoir une culture du savoir et de l'innovation au Canada et en partenariat avec d'autres académies nationales dans le monde.

L'Académie canadienne du génie (ACG)
L'Académie canadienne du génie est l'organisme national par l'entremise duquel les ingénieurs les plus chevronnés et expérimentés du Canada offrent au pays des conseils stratégiques sur des enjeux d'importance primordiale. Fondée en 1987, l'ACG est un organisme indépendant, autonome et à but non lucratif. Les Fellows de l'ACG sont nommés et élus par leurs pairs en reconnaissance de leurs réalisations exceptionnelles et de leurs longs états de service au sein de la profession d'ingénieur. Au nombre d'environ 600, les Fellows de l'ACG s'engagent à faire en sorte que les connaissances expertes en génie du Canada soient appliquées pour le plus grand bien de tous les Canadiens.

L'Académie canadienne des sciences de la santé (ACSS)
L'ACSS souligne l'excellence en sciences de la santé en nommant des membres reconnus pour leurs réalisations exceptionnelles en sciences de la santé au Canada et pour leur volonté de servir le public canadien. L'Académie produit des évaluations pertinentes, étayées et impartiales et recommande des solutions stratégiques et pratiques au regard de questions touchant la santé des Canadiens. Fondée en 2004, l'ACSS compte aujourd'hui 659 membres et nomme de nouveaux membres chaque année. L'organisme est dirigé par un conseil des gouverneurs, dont les membres sont bénévoles, et un conseil de direction.

CONSEIL DES
ACADÉMIES
CANADIENNES

RAPPORT
ANNUEL
2017-2018

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL 3

MESSAGE DES PRÉSIDENTS DES ACADÉMIES 4

QUI NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS FAISONS 5

L'ANNÉE EN REVUE 6

ÉVALUER LES PREUVES 8

ANNEXE 1
PROFIL DE L'ORGANISME 16

ANNEXE 2
CONSEIL D'ADMINISTRATION,
COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE ET PERSONNEL 18

ANNEXE 3
MEMBRES DES COMITÉS D'EXPERTS 21

ANNEXE 4
ÉTATS FINANCIERS 27

CCA | CAC

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La dernière année a été particulièrement chargée pour le CAC, compte tenu du lancement de plusieurs nouvelles évaluations, des projets importants et de grande visibilité qui se sont poursuivis et de l'ajout de nouveaux membres au conseil d'administration et au comité consultatif scientifique. Il ne faudrait pas oublier non plus le renouvellement bienvenu du financement annoncé vers la fin de l'année par le gouvernement fédéral dans son budget de 2018.

Les évaluations publiées cette année couvraient un large éventail de sujets, y compris les politiques scientifiques infranationales, la valeur du transport maritime commercial pour le Canada et le transport et la population vieillissante. Le 10 avril 2018, le CAC a également publié une évaluation très attendue, *Rivaliser dans une économie mondiale axée sur l'innovation : L'état de la R-D au Canada*. Ce rapport constituait la quatrième édition de la série d'évaluations du CAC sur l'état de la S-T et de la R-D industrielle.

En septembre 2017, nous avons annoncé un nouveau projet sur les incidences socioéconomiques de la résistance aux antimicrobiens sur les Canadiens et sur leur système de soins de santé. Il s'agit d'un projet très opportun qui porte sur un enjeu crucial qui touche tous les Canadiens. Nos travaux sur les projets suivants se sont aussi poursuivis : les approches de gestion intégrée des ressources naturelles au Canada, le maintien de la sûreté et du bien-être dans les collectivités autochtones, la formation en gestion de l'innovation et l'aide médicale à mourir.

C'est grâce aux conseils des membres de notre comité consultatif scientifique et de notre conseil d'administration que nous sommes en mesure de réunir les comités d'experts multidisciplinaires et multisectoriels qui entreprennent ces évaluations. Les académies – la Société royale du Canada, l'Académie canadienne du génie et l'Académie canadienne des sciences de la santé — donnent leur avis et fournissent des commentaires essentiels tout au long du processus d'évaluation, y compris en ce qui a trait au choix des membres du comité d'experts et aux processus de diffusion. Plusieurs experts sont également des membres ou des Fellows de ces académies. Je suis spécialement reconnaissante de l'esprit de collaboration que le conseil d'administration a manifesté au cours de la dernière année.

Cette année, nous saluons le départ de cinq membres du conseil d'administration : **Carol P. Herbert**, MACSS; **Maryse Lassonde**, O.C., O.Q., MSRC, MACSS; **Pierre Lortie**, C.M., FACG; **Jeremy McNeil**, MSRC; et **Axel Meisen**, C.M., FACG. Je tiens à remercier personnellement chacun d'entre eux pour avoir été de précieux contributeurs et collègues au sein du comité d'administration. Je suis heureuse de pouvoir travailler avec les nouveaux membres qui se joindront au comité : **Paul Allison**, MACSS; **David Dodge**, O.C., MSRC; **Chad Gaffield**, O.C., MSRC; **Eddy Issacs**, FACG; **Jawahar (Jay) Kalra**, MACSS; et **Bartha Maria Knoppers**, O.C., O.Q., MSRC, MACSS.

Trois membres de notre comité consultatif scientifique sont arrivés à la fin de leur mandat : **Susan A. McDaniel**, MSRC, présidente du comité pendant quatre ans et membre du comité depuis la création du CAC; **Lorne Babiuk**, O.C., MSRC, MACSS; et **Daniel Krewski**. Nous avons été ravis qu'**Eliot A. Phillipson**, O.C., MACSS, ait accepté d'en assumer la présidence. De plus, le comité a acquis six nouveaux membres : **David Castle**; **Sophie D'Amours**, O.C., FACG; **Jackie Dawson**; **Malcolm King**, MACSS; **Barbara Neis**, C.M., MSRC; et **Nicole A. Poirier**, FACG. Je tiens à les remercier d'avoir accepté de prendre cet engagement.

Nous remercions notre communauté d'experts, qui compte plus de 1 000 experts, pour l'importante contribution qu'elle apporte à notre travail et qui le rend possible. C'est avec enthousiasme que nous abordons la prochaine année et que nous continuerons d'évaluer les données et les connaissances disponibles afin d'éclairer les politiques publiques et la prise de décisions au Canada.

Margaret Bloodworth, C.M.
Présidente du conseil d'administration
Conseil des académies canadiennes

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Au cours des 13 dernières années, le CAC s'est affirmé comme organisation digne de confiance pour la réalisation d'évaluations objectives sur l'état des connaissances relatives à des sujets importants pour le Canada et les Canadiens.

Le présent Rapport annuel met en relief les plus récentes évaluations du CAC, qui viennent enrichir un réservoir de connaissances et de données qu'il s'est employé à alimenter depuis sa création. Le travail du CAC se situe dans un contexte élargi d'évaluation scientifique et, globalement, d'examen des données probantes. Le Canada s'est doté d'une nouvelle Conseillère scientifique en chef, d'un réseau de supergrappes qui s'étend de l'Atlantique au Pacifique et d'un budget fédéral historique, qui a investi des milliards de dollars dans la science fondamentale et les infrastructures. Nous sommes ravis que le gouvernement ait accordé au CAC un financement supplémentaire destiné à « faire en sorte que le gouvernement ait accès aux évaluations scientifiques indépendantes de calibre mondial qui le guident dans l'élaboration de ses politiques dans les domaines prioritaires ».

La diversité des sujets traités par le CAC dans ses évaluations témoigne des capacités du CAC et des besoins en expertise qui continuent de se faire sentir concernant l'évaluation des données nécessaires à la prise de décisions éclairées.

L'évaluation *Favoriser la mobilité des aînés canadiens* a été entreprise en réponse aux tendances démographiques, géographiques et technologiques observées au Canada et auxquelles les décideurs politiques doivent se préparer. Nous vieillissons et nous grisonnons peut-être plus rapidement au Canada, mais nous sommes en revanche plus mobiles et actifs, et notre pays est de plus en plus interconnecté. Cette évaluation examine cet avenir qui nous attend.

Politique scientifique : Considérations pour les gouvernements infranationaux était initialement un projet d'envergure limitée visant à aider le gouvernement de l'Alberta à examiner de manière plus attentive les principales considérations qui devraient éclairer une politique scientifique provinciale. L'évaluation a depuis été communiquée à ses homologues au fédéral et au provincial, à des organisations de recherche et à des groupes politiques qui réfléchissent à l'utilité de se donner une politique scientifique « locale ».

Rivaliser dans une économie mondiale axée sur l'innovation est une étude comparative qui a mis à jour les données d'études réalisées antérieurement sur l'environnement canadien de la recherche et de l'innovation, fournissant des données actuelles qui pourront être utilisées pour orienter l'élaboration des politiques et les décisions en matière d'investissement. Cette évaluation est également la première fois que nous avons créé une page Web spécialement conçue pour permettre aux lecteurs de mieux visualiser nos données — une première tentative d'entrer dans le monde de la mobilisation du savoir et de la science ouverte, un monde que nous explorerons davantage au cours de la prochaine année.

Pour ce qui est de l'avenir, l'année 2018-2019 promet d'être remplie pour le CAC. Ses comités d'experts examineront différents sujets prioritaires : les stratégies d'évaluation des risques posés par les changements climatiques, les coûts socioéconomiques de la résistance aux antimicrobiens, le maintien de la sûreté et du bien-être dans les collectivités autochtones, la formation en gestion de l'innovation et l'utilisation des stratégies de gestion intégrée des ressources naturelles. Cette année marquera de plus l'aboutissement d'un de nos projets les plus ambitieux : une évaluation en trois volets sur quelques enjeux importants soulevés par l'aide médicale à mourir qui avait été confiée au CAC par Santé Canada et Justice Canada/la procureure générale du Canada à la suite de l'adoption du projet de loi C-14. Le CAC a réuni un comité de plus de 40 experts — son plus vaste jusqu'à maintenant — et l'a chargé d'examiner trois aspects dont la loi fédérale ne tient pas expressément compte : les mineurs matures, les demandes anticipées et les situations où la maladie mentale est le seul problème de santé sous-jacent. L'AMM soulève inévitablement certaines questions éthiques, sociales et politiques — la tâche de ce comité consiste à examiner de façon objective ce qui est connu (et ce qui ne l'est pas) afin d'apporter un éclairage à la conversation qui se poursuit à ce sujet au Canada.

Rien de ce que nous faisons ne serait possible sans la contribution bénévole des centaines de nos membres de comités et pairs examinateurs, et sans le leadership de la Société royale du Canada, de l'Académie canadienne des sciences de la santé et de l'Académie canadienne du génie, dont les membres et fellows participent aux comités, au conseil d'administration et au comité consultatif scientifique du CAC. Et tout ce travail est soutenu par un personnel, professionnel, compétent et extrêmement motivé qui se dévoue pour aider le CAC à répondre de façon très réceptive aux demandes qu'il reçoit.

Nous sommes impatients d'entreprendre l'année qui vient.

Eric M. Meslin, Ph. D., MACSS
Président-directeur général
Conseil des académies canadiennes

MESSAGE DES PRÉSIDENTS DES ACADÉMIES

Chers amis et collègues,

Il y a quelques années, des leaders canadiens de divers domaines ont élaboré des stratégies novatrices destinées à permettre et à faciliter la réflexion et la planification fondées sur la recherche au regard des questions pressantes du moment. Aujourd'hui, nous sommes ravis de vous proposer le 12e rapport annuel du CAC, cet organisme fondé par trois académies nationales canadiennes — l'Académie canadienne du génie, l'Académie canadienne des sciences de la santé et la Société royale du Canada — et soutenu par le gouvernement du Canada.

En s'acquittant de sa mission, qui est de fournir des évaluations sur l'état actuel des connaissances en réponse à des questions posées par des ministères, le CAC est devenu un chef de file dans le monde lorsqu'il s'agit de fournir des données et des éclairages convaincants en réponse aux demandes adressées par le public sur des questions complexes. Cette année, les travaux du CAC relatifs aux constats actuels de la recherche ont varié d'un examen systématique des études réalisées sur l'incidence du vieillissement de la population à des évaluations de sujets tels que le transport maritime commercial et la médecine régénérative.

Dans ce contexte, nous appuyons avec enthousiasme le rôle actif que jouent les membres et fellows des académies au sein des impressionnants comités d'experts qui mènent les évaluations du CAC. Merci mille fois à ceux et celles qui ont donné si généreusement de leurs temps et de leur expertise et qui ont démontré de ce fait l'utilité capitale de l'évaluation des connaissances dans nos efforts visant à bâtir un avenir meilleur.

De même, à titre d'administrateurs du CAC, nous félicitons le personnel du CAC pour le soutien rigoureux et novateur qu'il apporte à toutes les évaluations ainsi que pour les efforts qu'il déploie pour en assurer une large diffusion en tant que fondements clés d'une prise de décision, non seulement par ses commanditaires fédéraux, mais aussi d'un bout à l'autre du Canada et au-delà de ses frontières.

Aujourd'hui, en cette époque qui évolue si rapidement et où, étonnamment, les discussions publiques sur des sujets complexes sont parfois déconnectées des constats pertinents de la recherche, le rôle des évaluations est plus important que jamais auparavant.

Nous sommes impatients de poursuivre notre collaboration à l'accomplissement de cette mission et nous vous invitons tous à participer avec nous à notre quête commune d'un avenir meilleur pour le Canada et pour le monde.

Chad Gaffield, MSRC
Président, Société royale du Canada

Linda Rabeneck, MACSS
Présidente, Académie canadienne des sciences de la santé

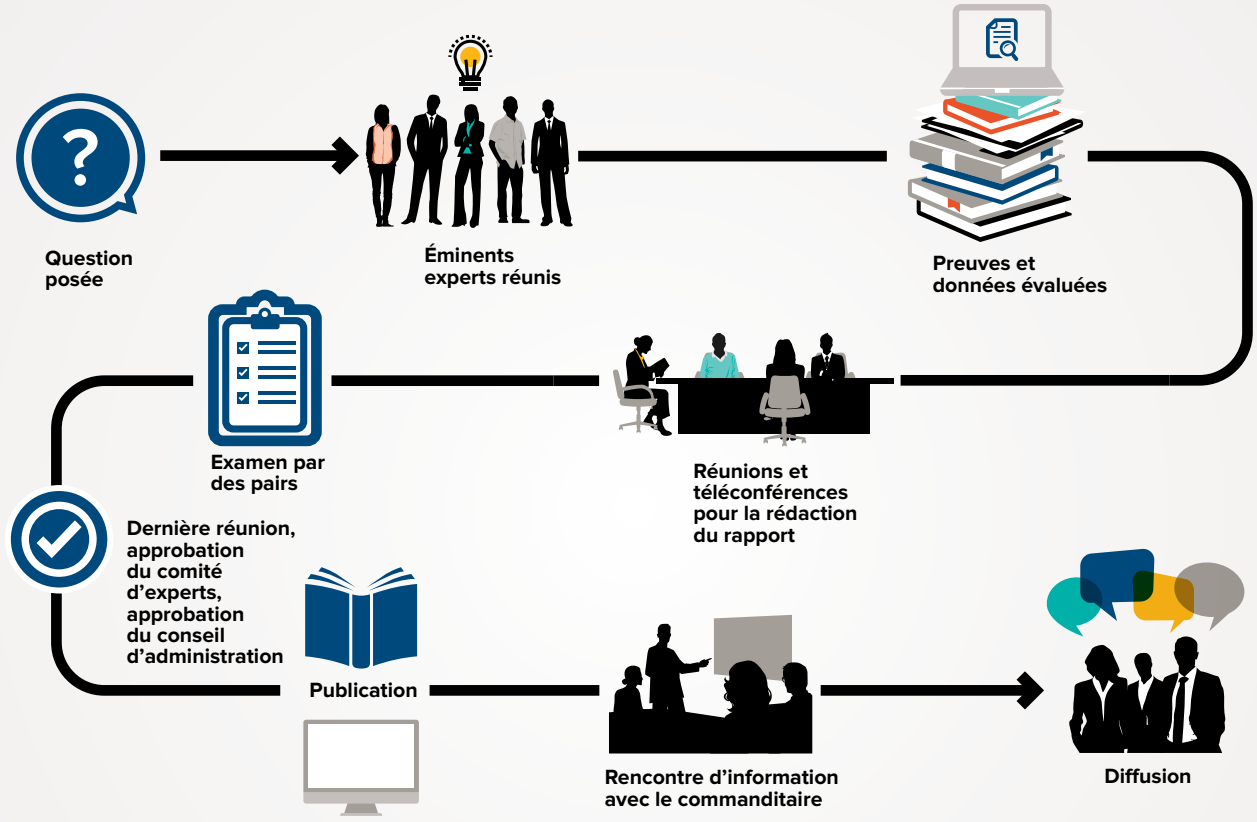
Douglas Ruth, FSCG
Président, Académie canadienne du génie

QUI NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS FAISONS

Le Conseil des académies canadiennes est une organisation indépendante, sans but lucratif, qui réunit les plus éminents experts de leurs domaines respectifs pour évaluer les preuves qui existent sur les enjeux scientifiques complexes d'intérêt public, afin d'éclairer les décisions qui se prennent au Canada. Dirigé par un conseil d'administration et guidé par un comité consultatif scientifique et les académies, le travail du CAC a pour champ d'action la science au sens large, ce qui englobe les sciences naturelles, les sciences sociales, les sciences de la santé, ainsi que le génie et les sciences humaines.

Ses évaluations sont réalisées par des comités multidisciplinaires et multisectoriels d'experts canadiens et étrangers qui lui offrent bénévolement leur temps, leur expertise et leur savoir. L'objectif premier des évaluations du CAC est d'évaluer les données les plus probantes disponibles sur des questions particulièrement complexes, dont les aspects scientifiques sont peut-être difficiles à comprendre, contradictoires ou difficiles à colliger. Il faut souvent pour cela savoir déceler les problèmes émergents, les connaissances qui manquent et les recherches qui doivent être effectuées, les atouts du Canada, de même que les tendances et les pratiques qui ont cours dans le reste du monde. Une fois réalisées, les évaluations fournissent aux décideurs gouvernementaux, aux chercheurs et aux parties prenantes des informations et des éléments de preuve de qualité qui permettent d'élaborer des politiques publiques éclairées et novatrices. Les évaluations peuvent être demandées au CAC (ou « commanditées ») par des fondations, des organisations non gouvernementales, le secteur privé ou tout ordre de gouvernement.

Le processus d'évaluation du CAC est guidé par un personnel spécialisé et s'effectue par le biais de rencontres en personne, de téléconférences et de nombreuses heures de recherche. Afin de préserver l'indépendance du processus d'évaluation, les commanditaires ne participent pas à la réalisation des évaluations, n'examinent pas les ébauches des rapports et ne peuvent proposer aucune modification aux rapports avant leur publication. Ce processus garantit l'intégrité et l'objectivité les plus totales du travail du CAC. Tous les rapports sont soumis à un processus d'examen par des pairs rigoureux et sont offerts gratuitement au public dans les deux langues officielles.



L'ANNÉE EN REVUE

2017

27 AVRIL

Le CAC annonce la composition du comité d'experts sur l'aide médicale à mourir, présidé par l'honorable Marie Deschamps, C.C., *Ad. E.*, ancienne juge à la Cour suprême du Canada et professeure associée à l'Université McGill et à l'Université de Sherbrooke.

25 MAI

Un nouveau rapport, *La valeur du transport maritime commercial pour le Canada*, estime la valeur économique nationale du transport maritime commercial à approximativement 30 milliards de dollars.

19 AVRIL

Un nouveau rapport, *Politique scientifique : Considérations pour les gouvernements infranationaux*, affirme l'importance d'établir une politique scientifique explicite à l'échelle infranationale.

1er JUIN

Le conseil d'administration du CAC accueille trois nouveaux membres :

- David Dodge, O.C., MSRC
- Jawahar (Jay) Kalra, M.D., MACSS
- Bartha Maria Knoppers, O.C., O.Q., MSRC, MACSS

21 JUILLET

Le CAC annonce la composition du comité d'experts sur la formation en gestion de l'innovation, présidé par John R. McDougall, FACG, président de la société DALCOR Innoventures et ancien président du Conseil national de recherches du Canada.

31 AOÛT

Le conseil d'administration du CAC accueille deux nouveaux membres :

- Chad Gaffield, O.C., MSRC
- Douglas Ruth, FACG

13 SEPTEMBRE

Le CAC annonce le lancement d'une nouvelle évaluation sur les incidences socioéconomiques de la résistance aux antimicrobiens.

1-3 NOVEMBRE

Le CAC participe à la Conférence sur les politiques scientifiques canadiennes et anime une table ronde intitulée : *Apporter une valeur ajoutée à la science fédérale : Comment les provinces peuvent contribuer à renforcer la production de connaissances au Canada.*

21 NOVEMBRE

Le conseil d'administration du CAC accueille un nouveau membre :

- Paul Allison, MACSS

14 DÉCEMBRE

Un nouveau rapport, *Favoriser la mobilité des aînés canadiens*, affirme la nécessité d'un système de transport plus inclusif et accessible.

30 JANVIER

Le comité consultatif scientifique du CAC accueille cinq nouveaux membres :

- David Castle
- Sophie D'Amours, O.C., FACG
- Malcolm King, MACSS
- Barbara Neis, C.M., MSRC
- Nicole A. Poirier, FACG

2018

27 FÉVRIER

Le CAC se félicite du renouvellement de son financement à hauteur de 9 millions de dollars sur trois ans annoncé par le gouvernement fédéral dans son budget de 2018.

> De plus, afin de s'assurer d'avoir toujours accès aux évaluations scientifiques indépendantes de calibre mondial qui le guident dans l'élaboration de ses politiques dans les domaines prioritaires, le gouvernement propose de fournir au Conseil des académies canadiennes, un organisme de recherche à but non lucratif, un financement renouvelé de 9 millions sur trois ans, à compter de 2020-2021.
>
> –Le budget de 2018

30 AVRIL

Le CAC annonce le lancement d'une nouvelle évaluation qui vise à examiner les principaux risques posés par les changements climatiques au Canada.

LE CAC LANCE UN NOUVEAU PROJET SUR LES RISQUES POSÉS PAR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le Conseil des académies canadiennes (CAC) est heureux d'annoncer que le Secrétariat du Conseil du Trésor lui a demandé d'examiner les principaux risques que posent pour le Canada et le gouvernement fédéral les changements climatiques et d'évaluer leur importance relative.

18-19 JANVIER

Le CAC tient un atelier d'experts dans le cadre de l'évaluation sur la formation en gestion de l'innovation

26 AVRIL

Le comité consultatif scientifique du CAC accueille une nouvelle membre :

- Jackie Dawson

29 NOVEMBRE

Le CAC convie le conseil d'administration et le comité consultatif scientifique à des réunions et à une réception annuelle conjointe.

10 AVRIL

Un nouveau rapport, *Rivaliser dans une économie mondiale axée sur l'innovation : L'état de la R-D au Canada*, présente les données et les informations les plus récentes quant au bilan du Canada en matière de recherche fondamentale, de recherche appliquée et développement expérimental, et de recherche-développement (R-D) industrielle. Il examine également la relation entre ces travaux de recherche et la création de richesse et la prospérité qui découlent de l'innovation.

ÉVALUER LES PREUVES

Le CAC a achevé trois rapports au cours de l'année financière 2016-2017 et en a publié un autre en avril 2018. Il a également amorcé ou poursuivi des travaux liés à six autres projets. Un résumé de chacun de ces projets est présenté ci-dessous.

TITRE
Politique scientifique : Considérations pour les gouvernements infranationaux

DATE DE PUBLICATION :
avril 2017

COMMANDITAIRE :
Gouvernement de l'Alberta

AVRIL 2017

D'IMPORTANTES RETOMBÉES POSSIBLES AVEC UNE POLITIQUE SCIENTIFIQUE PROVINCIALE EXPLICITE : RAPPORT DU CAC

Research Money

Les provinces qui élaborent et mettent en œuvre des politiques scientifiques explicites profitent d'une amélioration de la coordination, de l'harmonisation et de la clarté de leurs activités scientifiques, ce qui peut les aider à tirer le meilleur parti possible du soutien fédéral accordé à la recherche. Ailleurs qu'au Québec et dans les territoires qui ont une politique scientifique explicite, celles des gouvernements infranationaux canadiens sont implicites de nature et confondent souvent science et innovation, ce qui produit des résultats moins qu'optimaux, selon un nouveau rapport du Conseil des académies canadiennes [traduction].

Question :

Quels éléments doivent être pris en considération lors de l'élaboration d'une politique scientifique infranationale?

Pourquoi c'est important :

Au Canada, la science est autant une affaire provinciale que nationale. La science peut éclairer l'élaboration des politiques et améliorer le bien-être de la population dans divers domaines tels que la sécurité nationale, la santé, l'environnement, l'éducation et les politiques sociales. Les investissements dans la science peuvent également générer de nouvelles opportunités économiques et contribuer à accroître le savoir et le capital social de régions particulières. Afin de concrétiser ces retombées, il est toutefois nécessaire que tous les ordres de gouvernement mettent en place des politiques scientifiques efficaces.

Les politiques scientifiques infranationales ont été le sujet d'une table ronde très courue de la Conférence sur les politiques scientifiques canadiennes de 2017. Les conférenciers étaient, notamment, Jeff Kinder, David Schwarz, Krista Connell, Rémi Quirion et Eric M. Meslin.

Constatations :

Globalement, le rapport d'atelier affirme l'importance d'établir une politique scientifique explicite à l'échelle infranationale. Bien que tous les gouvernements appliquent des politiques scientifiques implicites, le rapport souligne que les politiques scientifiques explicites aident à articuler l'utilité et les objectifs du soutien accordé à la science, à améliorer la coordination et la cohérence gouvernementales et à accroître la transparence. Le fait pour un gouvernement infranational de rendre sa politique scientifique explicite peut également aider à mettre pleinement à profit le soutien fédéral accordé aux sciences.

Voici les principales constatations du rapport :

- Des raisons convaincantes justifient la création à l'échelle infranationale d'une politique scientifique explicite.
- Les politiques en matière de sciences et d'innovation sont distinctes, mais inextricablement liées, et ce, pour tous les ordres de gouvernement.
- Les gouvernements infranationaux jouent souvent les mêmes rôles que les gouvernements nationaux par rapport au soutien des sciences.
- Un cadre exhaustif pour l'élaboration d'une politique scientifique peut s'articuler autour de cinq éléments fondamentaux : les gens, l'infrastructure, la recherche, la culture scientifique et la mobilisation des connaissances.
- La coordination et la coopération intersectorielles et intergouvernementales sont au centre de toute politique scientifique infranationale efficace.
- Une politique scientifique infranationale peut clarifier les priorités de recherche provinciales.
- Il est important de s'engager à long terme sur une politique scientifique infranationale pour le maintien et le développement du système scientifique.

TITRE
La valeur du transport maritime commercial pour le Canada

DATE DE PUBLICATION :
mai 2017

COMMANDITAIRE :
Centre de transport maritime responsable Clear Seas

MAI 2017

LA VALEUR SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DU TRANSPORT MARITIME COMMERCIAL AU CANADA

PortEconomics

La valeur sociale et économique du transport maritime commercial pour le Canada était le sujet d'un rapport publié cette semaine par le Conseil des académies canadiennes. Ce rapport est le fruit du travail d'un comité d'experts de 10 membres présidé par Mary R. Brooks, une membre de PortEconomics [traduction].

JUIN 2017

UN RAPPORT ÉTABLIT LA VALEUR DU TRANSPORT MARITIME CANADIEN

The Maritime Executive

Une nouvelle étude commandée par le Centre de transport maritime responsable Clear Seas et réalisée par le Conseil des académies canadiennes conclut que le transport maritime a une grande valeur pour les Canadiens de toutes les régions [traduction].

Questions :

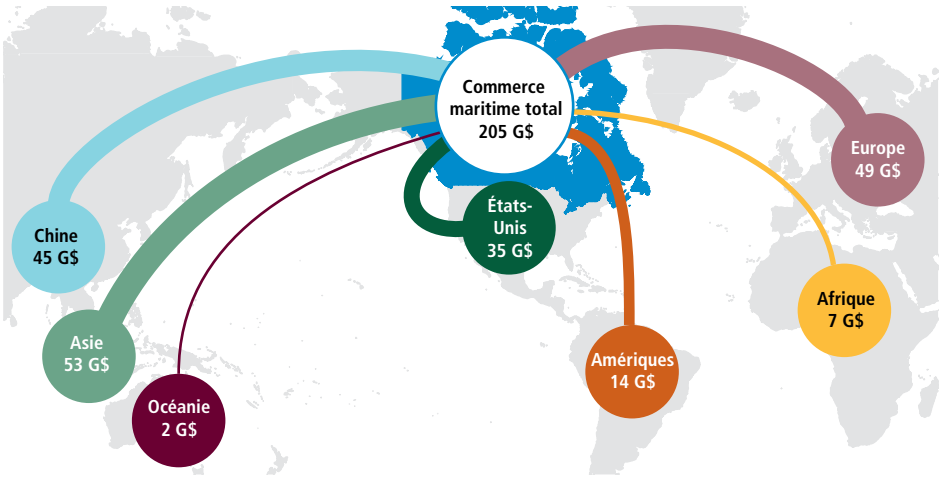
Quelle valeur sociale et économique le transport maritime commercial a-t-il pour le Canada et ses régions? Comment les tendances mondiales en matière de transport maritime influenceront-elles les futures activités de transport maritime au Canada?

Pourquoi c'est important :

Le Canada est une nation maritime et à ce titre, son économie, sa culture, son environnement et sa sécurité sont depuis longtemps étroitement liés au transport maritime commercial. Essentiel au développement historique du pays, le transport maritime est encore vital pour les échanges internationaux et l'essor des communautés. Il constitue souvent le seul moyen par lequel les aliments et les produits essentiels parviennent aux communautés insulaires, éloignées et nordiques. Bien qu'il soit évident que le transport maritime est d'une importance cruciale pour le Canada, sa valeur n'a jamais été évaluée de manière exhaustive.

Constatations :

- En permettant le déplacement des marchandises et des personnes, le transport maritime a joué un rôle structurant dans l'histoire du Canada. Aujourd'hui, malgré la concurrence d'autres modes de transport commercial, il constitue toujours un élément important de l'économie et de la culture canadiennes.
- L'apport du secteur du transport maritime au PIB du Canada est de l'ordre de 3 G$. Toutefois, on estime les répercussions économiques nationales positives du transport maritime commercial à environ 30 G$ en raison de son rôle de facilitateur du commerce international.
- La majeure partie des répercussions environnementales négatives du transport maritime au Canada sont en baisse. Le transport maritime commercial ne produit que 1 % des émissions de GES du Canada.
- Les répercussions régionales et locales en matière d'emploi du commerce et du transport maritimes sont inégalement réparties au Canada. Certaines répercussions environnementales, culturelles et sécuritaires négatives tendent à être concentrées localement.
- Le transport maritime commercial évolue face aux tendances sociales mondiales et nationales. Ces tendances devraient avoir comme effet global la hausse du transport maritime au Canada.



Aperçu des principaux flux commerciaux internationaux maritimes du Canada en 2015. La valeur pécuniaire indique le commerce maritime total (c.-à-d., la somme des exportations et des importations maritimes).

TITRE
Favoriser la mobilité des aînés canadiens

DATE DE PUBLICATION :
décembre 2017

COMMANDITAIRE :
Transports Canada

Comité d'experts sur les besoins de transport d'une population vieillissante

Question :

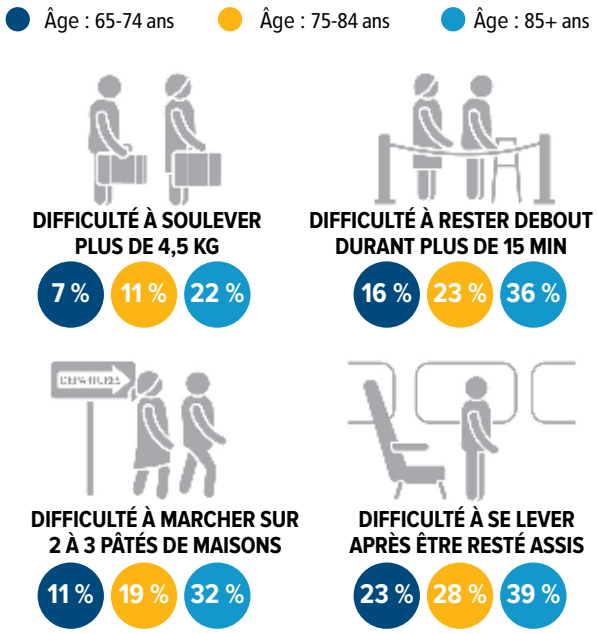
Comment la technologie et l'innovation pourraient-elles aider le système de transport canadien (sous l'autorité législative du Parlement) à s'adapter aux besoins d'une population vieillissante?

Pourquoi c'est important :

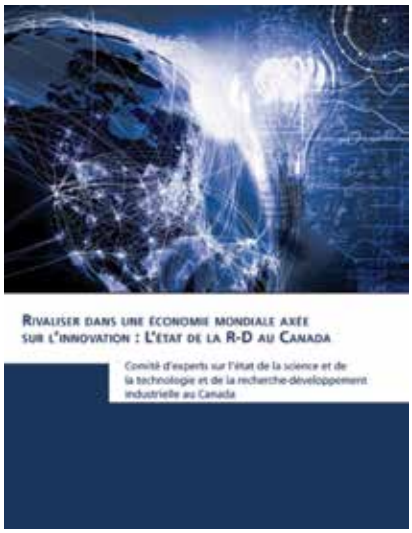
Les longues files d'attente, la mauvaise signalisation et les annonces confuses aux haut-parleurs peuvent être une nuisance pour n'importe quel voyageur. Mais pour les aînés, elles constituent de gros obstacles au voyage, qu'ils aient à traverser le pays en train ou à prendre l'autocar pour rendre visite à leur famille. La demande pour un système de transport inclusif qui répond aux besoins uniques et variés de ce groupe démographique de plus en plus important ne va faire que croître. Actuellement, une personne sur six au Canada est âgée de 65 ans ou plus, et cette proportion devrait être d'une sur quatre en 2036.

Constatations :

- Les innovations technologiques ne sont pas les seules solutions afin d'éliminer les obstacles au voyage. Parfois, les meilleures solutions sont simples, peu coûteuses et existent déjà. Augmenter le nombre de préposés au service à la clientèle, offrir de la formation à l'inclusivité, prévoir des files d'attente désignées et accroître la quantité de sièges dans les gares et les aérogares sont des initiatives simples qui pourraient se révéler efficaces.
- Les nouvelles technologies ou les adaptations innovantes, telles que les dispositifs de livraison de bagages à plat et les applications mobiles facilitant l'orientation représentent également des solutions pour l'amélioration de l'agrément de voyage.
- Tout le rapport est construit autour du concept de voyage au-delà du porte-à-porte, qui repose sur le principe d'un système multimodal et national et tient compte de la façon dont les voyageurs âgés au Canada vivront leur voyage de la planification à l'arrivée à destination.
- Le comité d'experts a défini trois voies facilitant les voyages au-delà du porte-à-porte pour les aînés et améliorant l'inclusivité du système de transport canadien : amélioration des ressources humaines et sociales, amélioration de la technologie et de l'infrastructure et amélioration de la politique. Chacune de ces voies comporte un important élément de recherche et développement et d'innovation, qui peut prendre la forme de la conception de nouvelles technologies ou de l'essai et de la mise en œuvre de solutions issues de la recherche en environnement réel.



Les aînés au Canada ont de la difficulté à exécuter certaines tâches.



TITRE
Rivaliser dans une économie mondiale axée sur l'innovation : L'état de la R-D au Canada

DATE DE PUBLICATION :
avril 2018

COMMANDITAIRE :
Innovation, Science et Développement économique Canada

AVRIL 2018

LE CANADA PEINE À METTRE À PROFIT LE SECTEUR DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

Globe and Mail

Le dernier rapport sur l'état de la recherche-développement au Canada n'est pas sans rappeler le fameux personnage de la Reine Rouge de Lewis Carroll, qui devait continuellement courir le plus vite possible pour rester au même endroit. Le problème, c'est que les efforts du Canada pour innover ne seront peut-être même pas suffisants pour lui valoir de faire du surplace, puisque d'autres pays avancent actuellement à grands pas en réalisant des investissements dans les sciences et la technologie dont ils tireront bientôt les bénéfices économiques. [traduction].

AVRIL 2018

NOUS DEVONS FAIRE DU CANADA UNE VÉRITABLE NATION DE L'INNOVATION

Hill Times

Il y a certainement plusieurs lueurs d'espoir au Canada : les écosystèmes de l'innovation que sont le couloir Toronto–Waterloo, Montréal, Vancouver, Ottawa et Québec, la croissance des fonds de capital de risque, de même que les étoiles scientifiques de l'étranger que les Chaires de recherche du Canada attirent. Mais une large part de l'activité observée dans ces écosystèmes de l'innovation est le résultat direct des activités de Google, de Microsoft et des autres gros joueurs du secteur technologique et non du développement et de la croissance des entreprises canadiennes. [traduction].

Question :

Quel est l'état actuel de la science et de la technologie et de la recherche-développement industrielle au Canada?

Pourquoi c'est important :

Au 21e siècle, la prospérité, la compétitivité et le bien-être nationaux sont inextricablement liés à la capacité de R-D et d'innovation du pays. Le Canada est engagé dans une intense compétition internationale pour favoriser la prochaine vague de progrès de la recherche et d'innovation.

Pour demeurer compétitif dans ce paysage évolutif, le Canada a besoin d'un soutien efficace guidé par des évaluations périodiques des toutes dernières données probantes sur la performance en R-D et en innovation. Il s'agit de la quatrième évaluation de l'état de la S-T et de la R-D industrielle réalisée par le CAC.

Constatations :

- Le Canada demeure un grand contributeur mondial de la recherche et son apport est important dans un grand nombre de domaines.
- Le statut international du Canada comme pays phare de la recherche est menacé en raison d'un recul soutenu de l'investissement privé et public dans la R-D.
- Le Canada ne produit pas de la recherche à des niveaux comparables à ceux des autres grands pays dans la plupart des technologies habilitantes et stratégiques.
- La recherche canadienne est comparativement moins spécialisée et moins estimée dans des champs essentiels des sciences naturelles et du génie.
- Les dépenses dans la R-Di canadienne sont en baisse et concentrées dans des industries où la R-D est intrinsèquement moins intensive. Malgré un piètre rendement global, le Canada possède des niches de points forts en R-D dans plusieurs industries.
- Les obstacles qui se dressent entre l'innovation et la création de richesse au Canada sont plus importants que ceux séparant la R-D et l'innovation. Il en résulte une insuffisance d'entreprises technologiques en démarrage qui se développent proportionnellement et la perte de bénéfices économiques.
- Les limites des données continuent à restreindre l'évaluation de la R-D et de son excellence au Canada, particulièrement en R-D industrielle et en sciences humaines et en arts.

Ce rapport a été présenté pour la première fois lors de la séance plénière de la conférence Research Money, le 10 avril 2018, aux 150 personnes présentes.

Comité d'experts sur la formation en gestion de l'innovation

Formation en gestion de l'innovation

La capacité des gestionnaires et des cadres de diriger et d'organiser le processus d'innovation au sein d'une entreprise est essentielle à la réussite de cette entreprise. Toutefois, le processus d'innovation des entreprises est historiquement plus lent au Canada que dans les autres pays avancés. Le projet a comme premier objectif de réunir les données probantes dont on dispose sur les meilleures façons d'inculquer des compétences en gestion de l'innovation. Les experts examineront les méthodes d'enseignement pratiquées dans les écoles de gestion canadiennes et étrangères et évalueront dans quelle mesure ces méthodes répondent aux besoins du secteur privé relatif aux compétences en gestion de l'innovation.

Questions :

Les questions suivantes ont aidé à orienter l'atelier dirigé :

- Quelles principales compétences (y compris sur les plans de l'attitude, des comportements et des pratiques) sont nécessaires pour gérer l'innovation?
- Quelles sont les meilleures pratiques à poursuivre pour transmettre ces compétences dans les écoles de gestion, les autres départements universitaires, les collèges, les écoles polytechniques, les intermédiaires de l'innovation et l'industrie?

COMMANDITAIRE :
Innovation, Science et Développement économique Canada

DATE DE PUBLICATION PRÉVUE :
automne 2018

Aide médicale à mourir

En décembre 2016, la ministre de la Santé et la ministre de la Justice et procureure générale du Canada ont demandé au CAC d'examiner trois types de demandes d'aide médicale à mourir particulièrement complexes qui, selon la loi adoptée par le Parlement en 2016, mériteraient une étude plus approfondie. Ces cas sont : les demandes faites par des mineurs matures, les demandes anticipées et les demandes se rapportant à des situations où la maladie mentale est le seul problème de santé sous-jacent. En réalisant ces examens, le CAC recueillera et évaluera les données et les preuves disponibles pour éclairer la discussion politique entreprise autour des questions soulevées par l'aide médicale à mourir dans le contexte de ces trois circonstances particulières.

Question :

De quelles données probantes disposons-nous et que nous indiquent-elles relativement aux demandes d'aide médicale à mourir (AMM) faites par des mineurs matures, aux demandes anticipées et aux demandes se rapportant à des situations où la maladie mentale est le seul problème de santé sous-jacent, compte tenu du contexte clinique, juridique, culturel, éthique et historique qui existe au Canada?

COMMANDITAIRES :
Santé Canada et Justice Canada

DATE DE PUBLICATION PRÉVUE :
fin 2018

Comité d'experts sur l'aide médicale à mourir

Comité d'experts sur la gestion intégrée des ressources naturelles

Gestion intégrée des ressources naturelles

Le Canada est doté d'une grande diversité de ressources. Dans certaines régions, les activités d'exploitation énergétique, de foresterie et d'exploitation minière, par exemple, peuvent être menées simultanément et à grande proximité les unes des autres. Même si les incidences environnementales, sociales et économiques propres à chacune de ces activités peuvent être bien comprises, leurs incidences combinées peuvent être complexes et importantes. Par le passé, les décisions relatives à la gestion des ressources étaient prises un projet à la fois, mais les approches plus intégrées, qui tiennent compte de l'éventail complet des activités menées dans une région pour mieux étayer les décisions et soutenir l'utilisation durable de toutes les ressources, suscitent un intérêt croissant.

Depuis quelques années, la gestion intégrée des ressources naturelles est de plus en plus prisée au Canada. Toutefois, il est difficile d'évaluer et de mesurer la progression et les obstacles à la progression de cette approche. Cette nouvelle évaluation du CAC permettra de réunir une base de connaissances pour jeter un éclairage inédit sur la façon dont la science et le savoir traditionnel peuvent le mieux servir à améliorer la gestion des ressources naturelles au Canada. Elle portera sur la gestion des ressources terrestres, y compris la production agricole. Les réseaux d'eau douce (de surface et souterrains) touchés par les activités terrestres s'inscrivent aussi dans le cadre de cette évaluation.

Question :

Quel est l'état des connaissances et des pratiques relatives aux approches de gestion intégrée des ressources naturelles au Canada?

COMMANDITAIRE :

Ressources naturelles Canada

DATE DE PUBLICATION PRÉVUE :

début 2019

Le maintien de la sûreté et du bien-être dans les collectivités autochtones

Les services de police dans les collectivités autochtones peuvent être confrontés à un ensemble de défis, dont l'éloignement, l'accès restreint à des services sociaux et des ressources limitées. Par ailleurs, la possibilité existe de renforcer les liens avec les collectivités, d'améliorer les résultats en matière de sécurité et de sensibiliser plus fortement les services de police à la réalité culturelle de ces collectivités. Cette évaluation poursuivra le travail mené dans le cadre d'une étude précédente du CAC, *Le maintien de l'ordre au Canada au XXIe siècle : Une nouvelle police pour de nouveaux défis*, en explorant le contexte particulier que représente le maintien de la sûreté dans les collectivités autochtones et en examinant les pratiques prometteuses et exemplaires qui pourraient être utilisées pour relever avec succès ces défis.

Questions :

En s'appuyant sur l'étude *Le maintien de l'ordre au Canada au XXIe siècle : Une nouvelle police pour de nouveaux défis*, que pourrions-nous tirer des données et connaissances actuelles sur le rôle actuel et futur des services de police dans les collectivités autochtones au Canada? Quelles pratiques prometteuses et exemplaires de maintien de la sûreté pourraient être appliquées aux collectivités autochtones?

COMMANDITAIRE :

Sécurité publique Canada

DATE DE PUBLICATION PRÉVUE :

début 2019

Comité d'experts sur le maintien de la sûreté et du bien-être dans les collectivités autochtones

Accorder la priorité aux plus importants risques posés par les changements climatiques

Les changements climatiques représentent un problème complexe et transversal et posent des risques de nature environnementale, sociale et économique. Compte tenu de l'ampleur potentielle des changements climatiques – quant aux coûts engendrés, aux conséquences possibles et à l'étendue des incidences envisageables – il sera essentiel de déterminer quels sont les risques les plus menaçants et de bien les cerner pour pouvoir intervenir de manière efficace et favoriser une utilisation efficiente des ressources publiques. Pour ce faire, le Secrétariat du Conseil du Trésor a demandé au CAC d'examiner les principaux risques que posent les changements climatiques pour le Canada et le gouvernement fédéral.

Question :

Quels principaux risques posent les changements climatiques pour le Canada et le gouvernement fédéral, quelle est l'importance relative de chacun de ces risques et quels risques seraient susceptibles d'être les plus atténués par la mise en œuvre de mesures d'adaptation?

COMMANDITAIRE:
Secrétariat du Conseil du Trésor

DATE DE PUBLICATION PRÉVUE :
milieu 2019

30 AVRIL 2018

LE CAC LANCE UN NOUVEAU PROJET SUR LES RISQUES POSÉS PAR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le CAC est heureux d'annoncer que le Secrétariat du Conseil du Trésor lui a demandé d'examiner les principaux risques que posent pour le Canada et le gouvernement fédéral les changements climatiques et d'évaluer leur importance relative. L'évaluation servira aussi à déterminer quels risques seraient susceptibles d'être les plus atténués par la mise en œuvre de mesures d'adaptation.

Comité d'experts sur les incidences socioéconomiques potentielles de la résistance aux antimicrobiens au Canada

Les incidences socioéconomiques potentielles de la résistance aux antimicrobiens

L'utilisation des agents antimicrobiens a commencé dans les années 1920, avec la découverte de la pénicilline par Alexander Fleming, qui avait prédit, même à cette époque, l'avènement inévitable de la résistance aux antimicrobiens (RAM). Comme prévu, l'efficacité des agents antimicrobiens a diminué avec le temps et la RAM est aujourd'hui en émergence. Comme la prévalence des organismes résistants aux antimicrobiens augmente, il est important de comprendre quelles incidences cette situation aura sur les Canadiens, particulièrement sur les populations vulnérables. Pour ce faire, l'Agence de la santé publique du Canada a demandé au CAC d'examiner l'état actuel des connaissances relatives aux incidences socioéconomiques de la résistance aux antimicrobiens sur les Canadiens et sur leur système de soins de santé.

Question :

Quelles sont les incidences socioéconomiques de la résistance aux antimicrobiens (RAM) sur les Canadiens et sur leur système de soins de santé?

COMMANDITAIRE :
Agence de la santé publique du Canada

DATE DE PUBLICATION PRÉVUE :
fin 2019

ANNEXE 1
PROFIL DE L'ORGANISME

Le Conseil des académies canadiennes est un organisme à but non lucratif constitué en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*. Il a commencé ses activités en 2005. Les académies fondatrices du CAC sont : la Société royale du Canada; l'Académie canadienne du génie; l'Académie canadienne des sciences de la santé.

Évaluations

Les sujets d'évaluation proposés dans le cadre des demandes du gouvernement du Canada sont choisis par le biais d'une procédure de concours pangouvernemental et sont soumis au CAC pour qu'il les examine. Les critères utilisés pour évaluer les propositions d'évaluation sont énumérés ci-dessous. Ces critères sont également préférables pour les évaluations réalisées à la demande du secteur privé, des organisations sans but lucratif, d'autres organisations non gouvernementales et des autorités provinciales et municipales.

Critères du gouvernement :

- La proposition est pertinente pour le programme d'action du ministère ou de l'organisme et du gouvernement.
- Le sujet d'évaluation est abordé à point nommé et le délai d'évaluation correspond aux besoins du ministère ou de l'organisme et du Canada.
- La valeur ajoutée fournie par le CAC est unique.
- Le sujet d'évaluation est une question scientifique qui a fait l'objet d'une concertation entre ministères, organismes et parties prenantes externes.

Critères du CAC :

- Le sujet est important pour le Canada et ses citoyens.
- Les experts en la matière peuvent être réunis et le délai proposé peut être respecté.
- L'état actuel des connaissances mérite d'être évalué.
- La science sous-tend la question et sa réponse.

Autres critères :

- Le rapport est susceptible d'être largement consulté à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement (c.-à-d. que d'autres ordres de gouvernement ont un intérêt manifeste relativement à l'issue de l'évaluation).
- Le sujet est exclusivement lié à des enjeux canadiens.
- Le sujet correspond à un enjeu international et il est important de procéder maintenant à une évaluation canadienne de la question.

Le conseil d'administration du CAC, avec l'aide du comité consultatif scientifique, veille à l'intégrité du processus d'évaluation. Il approuve formellement les questions à évaluer, la composition des comités d'experts, de même que les processus d'examen des rapports d'évaluation, et la publication des rapports.

Afin de garantir l'indépendance du processus d'évaluation, le commanditaire d'une évaluation donnée ne participe pas à son déroulement, n'a pas droit de regard sur les ébauches des rapports, et ne peut proposer de changements à un rapport avant sa parution. Les rapports d'évaluation font l'objet d'un processus formel d'examen par des pairs pour en garantir la qualité et l'objectivité. C'est au conseil d'administration que revient la responsabilité d'autoriser la publication et la version définitive des rapports d'évaluation; il est conseillé, à cet égard, par le responsable de la supervision de l'examen des rapports, qui s'assure que les membres des comités d'experts ont bel et bien pris en compte les commentaires des examinateurs externes. Les versions définitives de tous les rapports sont publiées dans les deux langues officielles, sur le site Web du CAC, au www.sciencepourlepublic.ca, et peuvent être téléchargées gratuitement, assurant ainsi leur accessibilité publique.

Financement

Le CAC a été établi en vertu d'une subvention de 30 millions de dollars sur dix ans accordée par le gouvernement du Canada. Cette subvention de lancement avait pour but de financer le fonctionnement de base du CAC jusqu'au 31 mars 2015. Dans le budget fédéral déposé en avril 2015, cet engagement a été renouvelé par le biais d'une dotation additionnelle de 15 millions de dollars sur cinq ans. Dans le Budget fédéral de 2018, 9 millions de dollars additionnels sur trois ans ont été octroyés, débutant en 2020. Les conditions d'utilisation de ces fonds octroyés par le gouvernement ont été définies dans une entente formelle de financement conclue entre le CAC et le gouvernement du Canada, représenté par le ministre de l'Innovation, Science et Développement économique. Le CAC réalise aussi des évaluations en dehors du cadre de l'entente qui le lie au gouvernement fédéral. Ces évaluations sont proposées au CAC par des organisations non gouvernementales, des organisations à but non lucratif, le secteur privé ou des autorités provinciales et municipales.

Structure et direction

Le CAC est dirigé par un conseil d'administration composé de 12 membres, à qui revient la responsabilité de définir l'orientation stratégique de l'organisme, de s'assurer que le CAC réalise son mandat et de superviser son fonctionnement.

Chaque académie fondatrice nomme deux administrateurs. Les trois académies membres élisent deux administrateurs issus du grand public. Les quatre autres administrateurs sont mis en nomination par le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique et sont officiellement élus par les membres lors de l'Assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration s'appuie, dans sa gestion du CAC, sur quatre comités :

- le comité de direction
- le comité de vérification, des finances et du risque
- le comité des nominations et de la gestion
- le comité des ressources humaines et de la rémunération

Le CAC s'appuie, dans son travail, sur un comité consultatif scientifique dont les membres sont nommés par le conseil d'administration. Ce comité conseille le CAC sur le contenu et les procédures qui sous-tendent la réalisation d'évaluations expertes, notamment en ce qui a trait aux questions suivantes :

- le choix de sujets pouvant éventuellement faire l'objet d'évaluations;
- la pertinence des sujets proposés au CAC en vue d'une évaluation d'experts;
- le mandat des comités d'experts indépendants qui effectuent les évaluations;
- la composition potentielle des comités d'experts;
- le processus d'examen par des pairs des ébauches de rapports d'évaluation.

Les activités quotidiennes du CAC sont menées par un groupe d'employés restreint, sous la direction d'un président-directeur général à temps plein. Le personnel du CAC offre son soutien aux comités d'experts sur le plan de la recherche et de la rédaction des rapports, de même que sur celui de la logistique de production des évaluations. Il offre également son soutien au comité consultatif scientifique, en particulier en ce qui a trait à l'analyse des sujets d'évaluation proposés, à la composition des comités d'experts et aux processus d'examen des rapports.

La liste des membres du conseil d'administration, du comité consultatif scientifique et du personnel est présentée à l'annexe 2.

Énoncé de politique d'investissement

L'énoncé de politique d'investissement a été officiellement approuvé par le conseil d'administration et peut être consulté sur le site Web du CAC.

États financiers : Exercice financier se terminant le 31 mars 2018

Le CAC a retenu les services du cabinet Parker Prins Lebano, d'Ottawa, pour vérifier ses états financiers pour l'exercice financier 2017-2018. Les états financiers du CAC pour l'exercice 2017-2018 sont présentés à l'annexe 4. Parker Prins Lebano, un cabinet de vérification indépendant, a écrit au CAC le 28 mai 2018 concernant les dépenses admissibles, confirmant que, selon eux, toutes les dépenses pour lesquelles le financement lié à l'entente conclue avec le gouvernement fédéral étaient effectivement admissibles.

Ressources humaines

Le CAC aborde la question des ressources humaines conformément aux valeurs définies dans son plan stratégique : l'excellence, l'indépendance, l'intégrité, la collaboration et l'innovation.

ANNEXE 2 CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE ET PERSONNEL

CONSEIL D'ADMINISTRATION

(en date du 31 mars 2018)

Margaret Bloodworth, C.M., présidente
Ancienne sous-ministre au fédéral et conseillère nationale pour la sécurité (Ottawa, Ont.)

Paul Allison, MACSS**
Doyen, Faculté de médecine dentaire, Université McGill (Montréal, Qc)

Tom Brzustowski, O.C., MSRC, FACG
Membre du conseil d'administration de l'Institute for Quantum Computing, Université de Waterloo; membre du conseil d'administration, Waterloo Global Science Initiative (Waterloo, Ont.)

David A. Dodge, O.C., MSRC**
Conseiller supérieur, Bennett Jones s.r.l. (Ottawa, Ont.)

Chad Gaffield, O.C., MSRC**
Professeur d'histoire et titulaire de chaire de recherche universitaire en recherche numérique, Université d'Ottawa; président, Société royale du Canada (Ottawa, Ont.)

Jawahar (Jay) Kalra, MD, MACSS**
Professeur, Département de pathologie et de médecine de laboratoire et membre du conseil des gouverneurs de l'Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Carol P. Herbert, MACSS*
Professeure émérite, Médecine familiale, Université Western; ancienne présidente, Académie canadienne des sciences de la santé (London, Ont.)

Bartha Maria Knoppers, O.C., O.Q., MSRC, MACSS**
Professeure titulaire et directrice, Centre de génomique et politiques, Département de génétique humaine, Faculté de médecine, Université McGill (Montréal, Qc)

Maryse Lassonde, O.C., O.Q., MSRC, MACSS
Directrice scientifique, Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies; ancienne présidente, Société royale du Canada (Montréal, Qc)

Pierre Lortie, C.M., FACG
Conseiller principal, affaires, chez Dentons s.r.l.; ancien président de l'Académie canadienne du génie (Montréal, Qc)

Jeremy McNeil, C.M., MSRC*
Professeur Helen Battle d'écologie chimique, Département de biologie, Université Western (London, Ont.)

Axel Meisen, C.M., FACG*
Ancien président, Prévision, Alberta Innovates – Technology Futures (AITF) (Edmonton, Alb.)

Lydia Miljan
Professeure agrégée en sciences politiques et directrice du programme des arts et des sciences, Université de Windsor (Windsor, Ont.)

Linda Rabeneck, MACSS
Vice-présidente, Prévention et lutte contre le cancer, Action cancer Ontario; présidente, Académie canadienne des sciences de la santé (Toronto, Ont.)

Douglas Ruth, FACG**
Professeur et doyen émérite, doyen associé (Études de design), titulaire de la chaire du CRSNG en génie de la conception et directeur du Centre de pratique professionnelle du génie et de formation en génie, Université du Manitoba; président de l'Académie canadienne du génie (Winnipeg, Man.)

*fin du mandat durant l'année fiscale 2017-2018
**nommés durant l'année fiscale 2017-2018

COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE

(en date du 31 mars 2018)

Eliot A. Phillipson, O.C., MACSS, président
Professeur émérite de médecine Sir John and Lady Eaton, Université de Toronto (Toronto, Ont.); ancien président-directeur général, Fondation canadienne pour l'innovation (Ottawa, Ont.)

Susan A. McDaniel, MSRC, présidente*
Directrice de l'Institut Prentice; titulaire de la Chaire de recherche du Canada de premier niveau sur la population mondiale et le cours de la vie; titulaire de la chaire de recherche Prentice en démographie et économie mondiales; professeure de sociologie, Université de Lethbridge (Lethbridge, Alb.)

Lorne Babiuk, O.C., MSRC, MACSS*
Vice-président à la recherche, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

David Castle**
Vice-recteur à la recherche et professeur, École d'administration publique; professeur auxiliaire, École de gestion Gustavson, Université de Victoria (Victoria, C.-B.)

Sophie D'Amours, O.C., FACG**
Rectrice de l'Université Laval (Québec, Qc)

Jackie Dawson**
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'environnement, la société et les politiques et professeure agrégée, Département de géographie, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Chad Gaffield, MSRC*
Professeur d'histoire et titulaire de chaire de recherche universitaire en version numérique, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Jean Gray, C.M., MACSS
Professeure émérite en enseignement médicale, en médecine et en pharmacologie, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

John Hepburn, MSRC
Vice-président à la recherche, CIFAR (Toronto, Ont.)

Eddy Isaacs, FACG
Président, Eddy Isaacs, Inc.; conseiller stratégique, Génie, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Gregory S. Kealey, C.M., MSRC
Professeur émérite, Département d'histoire, Université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.)

Malcolm King, MACSS **
Directeur scientifique, Institut de la santé des Autochtones des Instituts de recherche en santé du Canada; professeur, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Daniel Krewski*
Professeur d'épidémiologie et de médecine communautaire, directeur scientifique du Centre R. Samuel McLaughlin d'évaluation du risque sur la santé des populations, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Stuart MacLeod, MACSS
Professeur de pédiatrie (émérite), Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); professeur auxiliaire, Département de santé communautaire et d'épidémiologie, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

Barbara Neis, C.M., MSRC**
Professeure distinguée, titulaire de la chaire John Paton Lewis, Université Memorial de Terre-Neuve (St. John's, T.-N.-L.)

Nicole A. Poirier, FACG**
Présidente, KoanTeknico Solutions Inc. (Beaconsfield, Qc)

*fin du mandat durant l'année fiscale 2017-2018
**nommés durant l'année fiscale 2017-2018

PERSONNEL DU CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

(en date du 31 mars 2018)

Eric M. Meslin, Ph.D., MACSS
Président-directeur général

Erin Basset, Ph.D.
Associée de recherche

Jennifer Bassett, Ph.D.***
Associée de recherche

Janet Bax
Directrice de projet

Amanda Bennett, Ph.D.
Associée de recherche

Dane Berry, MPP
Associé de recherche

Anna Buczek, B.Sc.
Spécialiste, liaison et communications

Tom Bursey, MBA, FCPA, FCMA, IAS.S
Vice-président, services d'entreprise
et directeur financier

Rebecca Chapman, Ph.D.***
Associée de recherche

Tijs Creutzberg, Ph.D.
Directeur des évaluations

Hilary Davies, M.E.S., B.Ed., B.Sc.
Associée de recherche

Madison Downe, M.Sc.
Coordonnatrice de projet

Marc Dufresne, M.Sc.
Spécialiste principal,
publications bilingues

Jonathan Harris, M.Sc., MPP**
Associé de recherche

Janet Hendry, M.Sc., P.Eng.**
Associée de recherche

Andrea Hopkins, M.A.
Coordonnatrice et planificatrice
principale d'évaluations

Teresa Iacobelli, Ph.D.
Associée de recherche

Matthew Ivanowich, Ph.D.
Chercheur

Joanne Linnay, M.Sc., MES
Coordonnatrice de projet

Suzanne Loney, M.A.***
Associée de recherche

Kelly Loverock, M.A.
Spécialiste, site Web et communications

Camilla Mällberg, M.Sc.
Coordonnatrice de projet

Frédérique Mantha, B.A.*
Coordonnatrice, communications
et publications

Jérôme Marty, Ph.D.
Directeur de projet

Anita Melnyk, Ph.D.
Associée de recherche

Emmanuel Mongin, Ph.D.
Directeur de projet

Nancy Neil, BGS
Adjointe administrative au président

Samantha Rae Ayoub, M.A.
Directrice des communications
et des publications

Joe Rowsell, M.Ph.
Chargé de projet

Alexandra Sebben, MPC*
Coordonnatrice, communications
et liaison

Christina Stachulak, M.Sc.**
Conseillère principale du président

Lennart Trouborst, M.Sc.
Chercheur

Jill Watkins, Ph.D.
Directrice de projet

Weronika Zych, M.Sc. (Soc.)
Coordonnatrice principale de projet

Échelles de rémunération
Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2018, la rémunération s'est située dans les échelles salariales suivantes : gestionnaires du CAC (dirigeants) – président-directeur général [213 161 $ à 318 931 $]; vice-président et directeur financier [135 203 $ à 205 416 $]; directeur des évaluations [110 231 $ à 173 759 $].

*joint le CAC pendant l'exercice financier 2017-2018
**quitté le CAC pendant l'exercice financier 2017-2018
***congé parental pendant l'exercice financier 2017-2018

ANNEXE 3
MEMBRES DES COMITÉS D'EXPERTS

Le CAC réunit les plus éminents experts de leurs domaines respectifs pour examiner les données probantes existantes et fournir une évaluation objective des éléments scientifiques qui sous-tendent les grands enjeux politiques. Le travail du CAC ne serait pas possible sans la contribution de ces experts, qui offrent bénévolement leur temps, leur énergie et leur savoir au service du CAC à titre de membres de ses comités d'experts et d'examinateurs. Au fil des années, le CAC a eu le privilège de travailler avec plus de 1500 experts. Ceux qui ont travaillé bénévolement au CAC au cours de la dernière année sont énumérés ci-dessous.

Politique scientifique : Considérations pour les gouvernements infranationaux – Comité directeur et participants à l'atelier

Joy Johnson, MACSS, présidente du comité directeur et de l'atelier, vice-rectrice à la recherche, Université Simon Fraser (Burnaby, C.-B.)

Paul Dufour, membre du comité directeur, professeur auxiliaire, Institut de recherche sur la science, la société et la politique publique, Université d'Ottawa (Gatineau, Qc)

Janet Halliwell, membre du comité directeur, directrice, JE Halliwell Associates Inc. (Salt Spring Island, C.-B.)

Kaye Husbands Fealing, membre du comité directeur, directrice et professeure, School of Public Policy, Georgia Institute of Technology (Atlanta, GA)

Marc LePage, membre du comité directeur, président et chef de la direction, Génome Canada (Ottawa, Ont.)

Allison Barr, directrice, Bureau du scientifique en chef, ministère de la Recherche, de l'Innovation et des Sciences de l'Ontario (Toronto, Ont.)

Eric Cook, directeur général, Conseil de la recherche et de la productivité du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.)

Irwin Feller, professeur émérite, Université de l'État de Pennsylvanie (State College, PA)

Peter Fenwick, Membre, A100 (Calgary, Alb.)

Richard Hawkins, professeur, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

Jeff Kinder, directeur, Secrétariat fédéral de la science et la technologie (Ottawa, Ont.)

Robert Lamb, directeur général, Centre canadien de rayonnement synchrotron (Saskatoon, Sask.)

John Morin, directeur, Politique, planification et relations extérieures, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (Edmonton, Alb.)

Nils Petersen, professeur émérite, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Grace Skogstad, professeur, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Dan Wicklum, administrateur général, Canada's Oil Sands Innovation Alliance (COSIA) (Calgary, Alb.)

La valeur du transport maritime commercial pour le Canada – Comité d'experts

Mary R. Brooks, présidente, professeure émérite, Rowe School of Business, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

Kristian Behrens, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les répercussions régionales de la mondialisation et professeur titulaire d'économie, Université du Québec à Montréal (UQAM) (Montréal, Qc)

David Cardin, conseiller, Comité d'examen de la Loi sur les transports au Canada (Rockwood, Ont.)

Jackie Dawson, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'environnement, la société et les politiques et professeure agrégée au Département de géographie de l'Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Trevor Heaver, professeur émérite, Sauder School of Business, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Douglas House, C.M., professeur-chercheur honoraire, Département de sociologie, Université Memorial (St. John's, T.-N.-L.)

John Lawson, président et chercheur principal, Lawson Economics Research Inc. (Ottawa, Ont.)

Charles Menzies, professeur, Département d'anthropologie, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Peter G. Noble, FACG, conseiller en chef, Noble Associates Inc.; ancien président, Society of Naval Architects and Marine Engineers (SNAME) (Spring, TX)

Siri Pettersen Strandenes, professeure, École norvégienne d'économie (NHH) (Bergen, Norvège)

Favoriser la mobilité des aînés – Comité d'experts

Neena L. Chappell, C.M., MSRC, MACSS, présidente, professeure émérite, Institute on Aging & Lifelong Health et Département de sociologie, Université de Victoria (Victoria, C.-B.)

Maureen Ashe, professeure agrégée, Département de médecine familiale, Université de la Colombie-Britannique; Centre for Hip Health and Mobility; Chaire de recherche du Canada en mobilité communautaire (Vancouver, C.-B.)

Howard Bergman, MACSS, directeur, Département de médecine familiale; professeur, Départements de médecine familiale, de médecine et d'oncologie, Université McGill (Montréal, Qc)

David Timothy Duval, professeur agrégé, Faculté d'administration des affaires et d'économie, Université de Winnipeg; associé, Transport Institute, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

Geoff Fernie, C.M., MACSS, directeur de la recherche, Toronto Rehabilitation Institute – UHN; professeur, Département de chirurgie et Institute of Biomaterials and Biomedical Engineering, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Katharine M. Hunter-Zaworski, professeure agrégée, School of Civil and Construction Engineering, Université d'État de l'Oregon (Corvallis, OR)

Lorne Mackenzie, directeur, affaires réglementaires, WestJet Airlines (Calgary, Alb.)

Lynn McDonald, directrice scientifique, National Initiative for the Care of the Elderly (NICE); professeure, Faculté du travail social, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

David Metz, professeur honoraire, Centre for Transport Studies, University College de Londres (Londres, Royaume-Uni)

Alex Mihailidis, professeur, Département des sciences du travail et de l'ergothérapie, Université de Toronto; directeur scientifique, AGE-WELL NCE Inc. (Toronto, Ont.)

Parminder Raina, directeur scientifique, McMaster Institute for Research on Aging; professeur, Département des méthodes, preuves et impacts de la recherche en santé, Université McMaster; titulaire de la Chaire de recherche du Canada (niveau 1) en géroscience, titulaire de la chaire de recherche Raymond et Margaret Labarge en vieillissement optimal et en application du savoir pour un vieillissement optima (Hamilton, Ont.)

Marian L. Robson, associée principale, Global Public Affairs (Vancouver, C.-B.)

S. C. (Chan) Wirasinghe, FACG, professeur, Département de génie civil, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

Rivaliser dans une économie mondiale axée sur l'innovation : L'état de la R-D au Canada – Comité d'experts

Max Blouw, président, ancien recteur et vice-chancelier, Université Wilfrid Laurier (Waterloo, Ont.)

Luis Barreto, président, Dr. Luis Barreto & Associates, et conseiller spécial, NÉOMED-LABS (Concord, Ont.)

Catherine Beaudry, professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada de niveau 1 en création, développement et commercialisation de l'innovation, Département de mathématiques et de génie industriel, Polytechnique Montréal (Montréal, Qc)

Donald Brooks, MACSS, professeur de pathologie et médecine de laboratoire et de chimie, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Madeleine Jean, vice-présidente, Opérations et développement des affaires, Prompt (Montréal, Qc)

Philip Jessop, MSRC, professeur de chimie minérale et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en chimie verte, Département de chimie, Université Queen's; directeur technique, GreenCentre Canada (Kingston, Ont.)

Claude Lajeunesse, FACG, directeur de la société et président du conseil d'administration, Énergie atomique du Canada limitée (Magog, Qc)

Steve Liang, professeur agrégé, génie géomatique, Université de Calgary; directeur, laboratoire GeoSensorWeb; président-directeur général, SensorUp Inc. (Calgary, Alb.)

Robert Luke, vice-président, Recherche et innovation; professeur agrégé, Faculté des lettres et des Sciences et École d'études interdisciplinaires, Université OCAD (Toronto, Ont.)

Douglas Peers, professeur et doyen des arts, Département d'histoire, Université de Waterloo (Waterloo, Ont.)

John M. Thompson, O.C., FACG, ancien premier vice-président, IBM Corporation (Toronto, Ont.)

Anne Whitelaw, doyenne associée, Planification et positionnement; professeure agrégée, Département d'histoire de l'art, Université Concordia (Montréal, Qc)

David A. Wolfe, professeur, sciences politiques, et codirecteur, Laboratoire de politiques d'innovation, École Munk des affaires internationales, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Gestion intégrée des ressources naturelles – Comité d'experts

Cassie Doyle, présidente, conseillère stratégique et ancienne directrice générale, Institut canadien international des ressources et du développement (Vancouver, C.-B.)

Fikret Berkes, MSRC, professeur distingué émérite, Natural Resources Institute, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

Stan Boutin, MSRC, codirecteur scientifique, Alberta Biodiversity Monitoring Institute; professeur et titulaire de la chaire de recherche Alberta Biodiversity Conservation en sciences biologiques, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Matt Carlson, écologiste, ALCES (Ottawa, Ont.)

Thomas Dietz, professeur, sociologie et sciences et politiques environnementales, vice-recteur adjoint à la recherche environnementale, Université d'État du Michigan (East Lansing, MI)

George Greene, président-fondateur, Stratos Consulting (Ottawa, Ont.)

Bram Noble, professeur, Département de géographie et de planification et École de l'environnement et de la durabilité, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Nancy Olewiler, professeure, School of Public Policy, Université Simon Fraser (Vancouver, C.-B.)

Rachel Olson, co-chef d'équipe, Études sur le savoir et les usages traditionnels, Firelight Group (Vancouver, C.-B.)

Martin Olszynski, professeur adjoint, Faculté de droit, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

Kirstie Simpson, conseillère en chef, Gestion durable et intégrée des ressources, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, gouvernement du Yukon (Whitehorse, Yn)

Ione L. Taylor, directrice générale, programme de maîtrise en direction appliquée au domaine des ressources terrestres et énergétiques, Département des sciences et du génie géologiques, Université Queen's (Kingston, Ont.)

Alain Tremblay, conseiller principal en environnement, Hydro-Québec (Montréal, Qc)

Aide médicale à mourir – Comité d'experts

Hon. Marie Deschamps, C.C., *Ad. E.*, présidente du comité d'experts, ex-juge de la Cour suprême du Canada et professeure associée, Université McGill (Montréal, Qc) et Université de Sherbrooke (Sherbrooke, Qc)

MINEURS MATURES :

Dawn Davies, présidente du groupe de travail, professeure agrégée, Département de pédiatrie, Centre d'éthique de la santé John Dossetor, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Gail Beck, O.Ont., directrice clinique, Programme de psychiatrie juvénile, Centre de santé mentale Royal Ottawa (Ottawa, Ont.)

Carrie Bourassa, titulaire de la Chaire de recherche sur la santé des Autochtones et des gens du Nord et scientifique chevronnée, Institut de recherche d'Horizon Santé-Nord (Sudbury, Ont.)

Franco A. Carnevale, professeur, École des sciences infirmières Ingram, Université McGill (Montréal, Qc)

Joanna Chung, psychologie médicale, oncologie / hématologie / greffes de moelle osseuse, BC Children's Hospital (Vancouver, C.-B.)

Joan Gilmour, professeure, Faculté de droit Osgoode Hall, Université Y ork (Toronto, Ont.)

Hon. Stephen Goudge, c.r., O.Ont., avocat, cabinet Paliare Roland (Toronto, Ont.)

Mary Ellen Macdonald, professeure agrégée, Faculté de médecine dentaire, Université McGill (Montréal, Qc)

Jean-Pierre Ménard, *Ad. E.*, avocat, Ménard, Martin, Avocats (Montréal, Qc)

Cheryl Milne, directrice générale, Centre David Asper pour les droits constitutionnels, Faculté de droit, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Ubaka Ogbogu, professeur adjoint, Faculté de droit et faculté de pharmacie et des sciences pharmaceutiques, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Bryan Salte, registraire associé et conseiller juridique, Collège des médecins et chirurgiens de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Kimberley Widger, professeure adjointe, Faculté des sciences infirmières Lawrence S. Bloomberg, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Randi Zlotnik Shaul, directrice du Département de bioéthique, Hospital for Sick Children (Toronto, Ont.)

DEMANDES ANTICIPÉES :

Jennifer L. Gibson, présidente du groupe de travail, titulaire de la chaire en bioéthique de la Financière Sun Life; directrice du Centre conjoint de bioéthique de l'Université de Toronto; professeure agrégée en politiques, gestion et évaluation de la santé et en santé publique clinique, École Dalla Lana de santé publique; et directrice du Centre de bioéthique de l'Université de Toronto, un centre collaborateur de l'Organisation mondiale de la Santé (Toronto, Ont.)

Benjamin L. Berger, professeur et doyen associé (étudiants), Faculté de droit Osgoode Hall, Université York, (Toronto, Ont.)

Martha Donnelly, gérontopsychiatre, professeure agrégée émérite, Département de psychiatrie, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Alika Lafontaine, chef médical du Nord (Programme de santé autochtone), Alberta Health Services; professeur clinique adjoint, Université de l'Alberta; chef d'équipe, Indigenous Health Alliance (Grand Prairie, Alb.)

Trudo Lemmens, professeur et titulaire de la chaire Scholl en droit et politiques de la santé, Faculté de droit, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Susan MacDonald, professeure agrégée, médecine et médecine familiale, Université Memorial de Terre-Neuve (St. John's, T.-N.-L.)

Shelia A.M. McLean, professeure émérite, Droit et éthique de la médecine, Université de Glasgow (Glasgow, Écosse)

Dorothy Pringle, O.C., MACSS, professeure émérite, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Patricia (Paddy) Rodney, professeure agrégée, Faculté des sciences infirmières et professeure adjointe, Centre W. Maurice Young d'éthique appliquée, Université de la Colombie-Britannique; associée de recherche, Providence Health Care Ethics Services (Vancouver, C.-B.)

Harvey Schipper, professeur de médecine, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Samir Sinha, directeur du Département de gériatrie, Sinai Health System et University Health Network (Toronto, Ont.)

Tim Stainton, professeur, Faculté des services sociaux, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Ross Upshur, professeur, Département de médecine familiale et communautaire et Dalla Lana School of Public Health, Université de Toronto; directeur associé, Institut de recherche Lunenfeld-Tanenbaum; directeur scientifique, Bridgepoint Collaboratory for Research and Innovation, Sinai Health System (Toronto, Ont.)

Agnes van der Heide, chercheuse, Centre médical Erasmus, Centre médical universitaire de Rotterdam (Rotterdam, Pays-Bas)

MALADIE MENTALE :

Kwame McKenzie, président du groupe de travail, directeur de l'équité en santé, Centre for Addiction and Mental Health (CAMH); professeur de psychiatrie, Université de Toronto; président-directeur général, Wellesley Institute (Toronto, Ont.)

Melissa K. Andrew, professeure agrégée de médecine (gériatrie), Université Dalhousie et Régie de la santé de la Nouvelle-Écosse (Halifax, N.-É.)

Yves Beauchamp, C.Q., FACG, vice-principal, administration et finances, Université McGill (Montréal, Qc)

Jennifer A. Chandler, titulaire de la chaire de recherche Bertram Loeb, professeure titulaire, Centre de droit, éthique et politique de la santé, Faculté de droit, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Pierre Deschamps, C.M., membre du groupe de recherche en santé et droit, Université McGill (Montréal, Qc)

Jocelyn Downie, C.M., MSRC, MACSS, professeure-chercheuse, facultés de droit et de médecine, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

Martin Drapeau, M.Ps., professeur, Psychologie du counseling et psychiatrie, Université McGill (Montréal, Qc)

Colleen M. Flood, MSRC, directrice, Centre for Health Law Policy and Ethics, professeure et titulaire de la chaire de recherche en droit et politiques de la santé, Faculté de droit, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Arthur W. Frank, MSRC, professeur émérite, Université de Calgary (retraité) (Calgary, Alb.); professeur 2, Université VID Specialized (Oslo, Norvège)

K. Sonu Gaind, professeur agrégé, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Mona Gupta, professeure adjointe et psychiatre, Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), Université de Montréal (Montréal, Qc)

Scott Y.H. Kim, chercheur principal, National Institutes of Health (Bethesda, MD)

Brian L. Mishara, directeur, Centre de recherche et d'intervention sur le suicide, enjeux éthiques et pratiques de fin de vie (CRISE), Université du Québec à Montréal (Montréal, Qc)

Tanya Park, professeure adjointe, Faculté des sciences infirmières, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Suzanne Stewart, directrice du Waakebiness-Bryce Institute for Indigenous Health, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Le maintien de la sûreté et du bien-être dans les collectivités autochtones – Comité d'experts

Kimberly R. Murray, présidente, sous-procureure générale adjointe, Division de la justice pour les Autochtones, ministère du Procureur général (Toronto, Ont.)

Jimmy Sandy Akavak, O.Nu., directeur de la commercialisation, Nunavut Eastern Arctic Shipping; ancien sergent, Gendarmerie royale du Canada (Iqaluit, Nt)

Harley Crowshoe, conseiller principal, Programme de santé pour les Autochtones (Zone sud), Alberta Health Services (Lundbreck, Alb.)

Mylène Jaccoud, professeure, École de criminologie, Université de Montréal (Montréal, Qc)

Laurence Kirmayer, MSRC, MACSS, titulaire de la chaire de recherche James McGill et directeur, Division de psychiatrie sociale et transculturelle, Département de psychiatrie, Université McGill; directeur, Unité de recherche en culture et santé mentale, Institut Lady Davis, Hôpital général juif (Montréal, Qc)

Eileen Luna-Firebaugh, professeure émérite en droit et en politiques autochtones, Université de l'Arizona (Tucson, AZ)

Naiomi Metallic, professeure adjointe et titulaire de la chaire du chancelier en droit et politiques autochtones, Faculté de droit Schulich, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

Kent Roach, C.M., MSRC, professeur et titulaire de la chaire Prichard-Wilson en droit et politiques publiques, Faculté de droit, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Philip Stenning, professeur auxiliaire, Griffith Criminology Institute, Université Griffith (Queensland, Australie); professeur honorifique, Université du KwaZulu-Natal (Durban, Afrique du Sud)

John William Syrette, chef de police, Service de police Anishinabek (Garden River, Ont.)

Norman E. Taylor, président, The Global Network for Community Safety Canada Inc. (Oshawa, Ont.)

Formation en gestion de l'innovation – Comité d'experts et participants à l'atelier

John R. McDougall, FCAE, président du comité d'experts, président, DALCOR Innoventures Ltd. (Edmonton, Alb.)

Deborah Ancona, comité d'experts, professeure émérite en gestion Seley, professeure en études des organisations et directrice du Leadership Center à la Sloan School of Management du MIT (Cambridge, MA)

Colleen Collins, comité d'experts, vice-présidente, Canada West Foundation (Calgary, Alb.)

C. Brooke Dobni, comité d'experts, professeur en gestion, Edwards School of Business, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Laurent Simon, comité d'experts, professeur titulaire, Département d'entrepreneuriat et d'innovation, HEC Montréal (Montréal, Qc)

Max Blouw, ancien recteur, Université Wilfred Laurier (Waterloo, Ont.)

Richard Boudreault, FACG, président exécutif, Sigma Energy Storage (Montréal, Qc)

Judy Fairburn, FACG, présidente du conseil d'administration, Alberta Innovates (Calgary, Alb.)

Tom Jenkins, O.C., FACG, président du conseil d'administration, OpenText Corporation (Waterloo, Ont.)

Sarah Kaplan, professeure, directrice de l'Institute for Gender and the Economy, Rotman School of Management, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Jean-Michel Lemieux, premier vice-président de l'ingénierie, Shopify Inc. (Ottawa, Ont.)

Elicia Maine, professeure; directrice des études, i2I, Beedie School of Business, Université Simon Fraser (Vancouver, C.-B.)

Kathy Malas, gestionnaire de la plateforme de l'innovation, CHU Sainte-Justine (Montréal, QC)

John L. Mann, FACG, propriétaire, Mann Consulting (Blenheim, Ont.)

Jesse Rodgers, président-directeur général, Volta Labs (Halifax, N.-É.)

Creso Sá, professeur, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Dhirendra Shukla, professeur et président du conseil d'administration, Université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.)

Dan Sinai, cadre supérieur, division de l'innovation, IBM Canada (Toronto, Ont.)

Valerie Walker, vice-présidente, talents et compétences, Conseil canadien des affaires (Ottawa, Ont.)

J. Mark Weber, directeur Eyton, Conrad School of Entrepreneurship and Business, Université de Waterloo (Waterloo, Ont.)

Les incidences socioéconomiques potentielles de la résistance aux antimicrobiens – Comité d'experts

B. Brett Finlay, O.C., O.B.C., MSRC, MACSS, président, professeur distingué titulaire de la chaire Peter Wall, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

John Conly, M.D., MACSS, professeur et codirecteur, Snyder Institute for Chronic Diseases, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

Peter Coyte, professeur d'économie de la santé, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Jo-Anne R. Dillon, MSRC, MACSS, directrice, Département de microbiologie et d'immunologie, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Greg Douglas, D.M.V, vice-président, soins des animaux, Aliments Maple Leaf (Mississauga, Ont.)

Ellen Goddard, professeure et titulaire de la chaire d'études coopératives sur la mise en marché et le commerce agricoles, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Louisa Greco, conseillère supérieure, services de redressement et de transformation, McKinsey & Company (Toronto, Ont.)

Lindsay E. Nicolle, M.D., MACSS, professeure émérite, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

David Patrick, M.D., professeur, Faculté de médecine, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

John F. Prescott, D.M.V., MACSS, professeur émérite, Département de pathobiolgie, Université de Guelph (Guelph, Ont.)

Amélie Quesnel-Vallée, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politiques et inégalités sociales de santé, Université McGill (Montréal, Qc)

Richard Smith, doyen, Faculté de santé et de politiques publiques, London School of Hygiene & Tropical Medicine (Londres, Royaume-Uni)

Gerry Wright, MSRC, directeur, Institut Michael G. DeGroote pour la recherche sur les maladies infectieuses, Université McMaster (Hamilton, Ont.)

ANNEXE 4 ÉTATS FINANCIERS

LE 31 MARS 2018

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS 28

ÉTATS FINANCIERS :

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE 29

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS 30

ÉTAT DE L'EXPLOITATION 31

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE 32

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 33

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration,

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018 et les états de l'évolution des actifs nets, de l'exploitation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies importantes, que celles-ci découlent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'organisation portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisation. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES au 31 mars 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif.

Parker Prins Lebano Comptables professionnelle agréés
Société professionnelle

Autorisée à exercer l'expertise comptable par l'organisation
Comptables professionnels agréés de l'Ontario

Ottawa (Canada)
le 28 mai 2018

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2018

ACTIF	2018	2017
À COURT TERME		
Comptes débiteurs (note 7)	**205 278 $**	441 877 $
Frais payés d'avance (note 8)	**45 901**	11 260
	251 179	453 137
FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE – ENCAISSE (note 11)	**1 143 849**	1 077 469
IMMOBILISATIONS (note 4)	**106 819**	153 275
	1 501 847 $	1 683 881 $

PASSIF		
À COURT TERME		
Dette bancaire (note 12)	**72 411 $**	223 553 $
Comptes créditeurs	**205 965**	115 905
Revenu reportées	**64 896**	157 476
Contributions de subvention reportées (notes 6 et 10)	**–**	66 380
Versements sur la dette à long terme (note 5)	**14 726**	28 372
	357 998	591 686
DETTE À LONG TERME (NOTE 5)		
Actifs nets sans restrictions	**–**	14 726
	357 998	
ACTIFS NETS		
Actifs nets sans restrictions	**(106 819)**	(153 275)
Actifs nets investi dans les immobilisations	**106 819**	153 275
Fonds de rémunération différée (note 11)	**1 143 8499**	1 077 469
	1 143 849	1 077 469
	1 501 847 $	1 683 881 $

Au nom du conseil :

David A. Dodge, O.C., MSRC
Directeur

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018

ACTIFS NETS SANS RESTRICTIONS	2018	2017
Solde, au début de l'exercice	**(153 275) $**	(150 158) $
Excédent des revenus sur les dépenses	**–**	–
Ajouter : l'amortissement	**71 037**	82 639
Moins : le montant investi dans les immobilisations	**(24 581)**	(85 756)
Reconnaissance des apports reportés	**66 380**	106 381
Affectation à fonds de rémunération différée	**(66 380)**	(106 381)
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**(106 819) $**	(153 275) $
ACTIFS NETS INVESTI DANS LES IMMOBILISATIONS		
Solde, au début de l'exercice	**153 275 $**	150 158 $
Investi pendant l'exercice	**24 581**	85 756
Moins : l'amortissement	**(71 037)**	(82 639)
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**106 819 $**	153 275 $
FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE (note 11)		
Solde, au début de l'exercice	**1 077 469 $**	971 088 $
Affectation à apports reportés (note 11)	**66 380**	106 381
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**1 143 849 $**	1 077 469 $

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018

REVENUS	2018	2017
Revenu de placement	**11 296 $**	10 302 $
Ajouter : subvention	**3 550 000**	3 450 880
Revenus d'autres sources	**1 694 949**	687 925
	5 256 245	4 149 107
DÉPENSES		
Amortissement	**71 037**	82 639
Consultants d'évaluation	**87 045**	159 979
Opérations centrales	**203 640**	286 563
Gouvernance	**133 398**	113 801
Réunions des panélistes	**1 025 808**	520 602
Publications	**182 407**	154 790
Charges locatives	**291 802**	266 493
Salaires et avantages	**3 261 108**	2 562 350
Autres activités	**–**	1 890
	5 256 245	4 149 107
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE	**– $**	– $

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018

	2018	2017
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	**– $**	– $
Éléments n'exigeant pas de mise de fonds :		
Amortissement	**71 037**	82 639
Affectation à fonds de rémunération différée	**66 380**	106 381
	137 417	189 020
Changement net aux postes hors caisse liés aux opérations :		
Comptes débiteurs	**236 599**	(15 461)
Frais payés d'avance	**(34 641)**	6 391
Comptes créditeurs	**90 060**	(2 692)
Revenu reportées	**(92 580)**	(78 319)
Contributions reportées	**(66 380)**	(106 381)
	270 475	(7 442)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achat d'immobilisations	**(24 581)**	(85 756)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Anticipé de la dette à long terme	**(28 372)**	43 098
DIMINUTION NETTE DE L'ENCAISSE	**217 522**	(50 100)
ENCAISSE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	**853 916**	904 016
ENCAISSE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**1 071 438 $**	853 916 $
L'ENCAISSE COMPREND CE QUI SUIT :		
Fonds de rémunération différée – encaisse	**1 143 849 $**	**1 077 469 $**
Dette bancaire	**(72 411)**	**(223 553)**
	1 071 438 $	**853 916 $**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS LE 31 MARS 2018

1. BUT DE L'ORGANISATION

Le Conseil des académies canadiennes est un organisme sans but lucratif qui a été constitué en société en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* en avril 2002 et qui a entrepris ses activités en 2005.

Ses principaux buts sont de fournir une source d'évaluations d'experts et de conseils fondés sur les preuves scientifiques appropriées au sujet de questions d'intérêt public et de donner à la population canadienne une voix sur la scène scientifique nationale et internationale.

2. CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif et ils témoignent des politiques suivantes :

Immobilisations

Dans le cas des biens immobilisés comprenant les meubles et accessoires, le matériel informatique, le logiciel et les améliorations locales, c'est le prix coûtant qui est indiqué. L'amortissement a été calculé comme suit selon la méthode de l'amortissement dégressif ou en ligne droite, la moitié de l'amortissement étant imputé à l'année d'acquisition :

Meubles et accessoires	30% par année
Ordinateurs et logiciel	45% par année
Améliorations locatives	10 ans

Comptabilisation des revenus

L'organisation suit la méthode du report de l'impôt sur les contributions. Les contributions affectées sont reconnues en tant que revenus pour l'année au cours de laquelle les dépenses connexes sont engagées. Les contributions non affectées sont reconnues en tant que revenus à leur réception ou lorsqu'elles deviennent exigibles si le montant exigible peut être prévu raisonnablement et que sa réception est raisonnablement assurée.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers présentés au sien de l'état de la situation financière se composent de l'encaisse, des placements, des comptes débiteurs et des comptes créditeurs. Le Conseil ne posséde ou n'émet pas d'instruments financiers pour des fins spéculatives et ne posséde ou n'émet pas d'instruments financiers dérivés.

4. IMMOBILISATIONS

	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	**2018 NET VALEUR NETTE**	2017 VALEUR NETTE
Meubles et accessoires	391 001 $	373 764 $	**17 237 $**	24 625 $
Ordinateurs et logiciels	615 917	528 602	**87 315**	124 117
Améliorations locatives	103 499	101 232	**2 267**	4 533
	1 110 417 $	1 003 598 $	**106 819 $**	153 275 $

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS LE 31 MARS 2018 (suite)

5. DETTE À LONG TERME

Prêt portant intérêt au taux de 5 % remboursable en paiements mensuels du capital et des intérêts de 2 490,21 $ au cours d'une période de 20 mois commençant le 1er février 2017.

	2018	2017
Prêt	**14 726 $**	43 098 $
Moins la tranche exigible à court terme	**14 726**	28 372
	– $	14 726 $

6. CONTRIBUTIONS DE SUBVENTION REPORTÉES

La partie des revenus de subvention et des produits de l'intérêt reçus qui dépasse le montant des dépenses est reportée afin de compenser les dépenses des années futures.

7. COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs comprennent 8 527 $ de comptes clients et 196 751 $ de TPS à recevoir pour un total de 205 278 $.

8. FRAIS PAYÉS D'AVANCE

Les frais payés d'avance consistent en dépôts d'hôtel de 16 779 $, assurance de responsabilité de 3 153 $, frais d'affranchissement de 32 $, 2 716 $ de frais trimestriels de location de photocopieur payés d'avance, et un police d'assurance commerciale de 758 $, et les montants de voyage of 22 463 $, pour un total de 45 901 $.

9. ENGAGEMENTS

L'organisation a signé un bail à l'égard d'une période de quatre années commençant le 1er février 2016 et des contrats à l'égard du matériel de bureau. Les paiements annuels pour les trois prochaines années seront les suivants :

A/F 2019	211 264 $
A/F 2020	153 035 $
A/F 2021	3 919 $

10. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

En mars 2006, le Conseil a reçu une subvention de fondation d'un montant de 30 000 000 $. Celle-ci était destinée à aider aux activités de base du Conseil pour 10 ans. Le reste des fonds du Conseil peut être utilisé au gré du Conseil. Le Conseil a reçu 15 millions de dollars supplémentaires pour une période de cinq ans commençant en 2015-2016 avec le mandat de les utiliser de la manière prévue dans l'entente de financement.

11. FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE

D'après l'entente de financement initiale, un fonds restreint à une affectation interne a été créé pour réserver des fonds au passif potentiel en cas de départ. Le montant affecté au fonds de la rémunération différée relative au temps de travail du personnel dans l'entente de financement initiale est de 877 633 $ au 31 mars 2018. La direction du Conseil continue de gérer les risques associés à cette situation en collaborant étroitement avec les comités de vérification, des finances et des risques, accumulant un passif supplémentaire associé aux départs éventuels de membres du personnel de 266 216 $ après la période initiale visée par l'entente, ce qui porte le total du fonds de rémunération différée à 1 143 849 $ (il s'agissait de 1 077 469 $ en 2017).

12. DETTE BANCAIRE

La somme des soldes des différents comptes bancaires pour l'année est de 1 071 438 $. Un montant de 1 143 849 $ est affecté au fonds de rémunération différée et le montant résiduel net est présenté en tant que dette bancaire.

13. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains des chiffres comparatifs ont été regroupés en conformité avec la présentation de l'année courante.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CCA | CAC

Conseil des académies canadiennes
180, rue Elgin, bureau 1401
Ottawa (Ontario) K2P 2K3
Tél. : 613 567-5000

www.sciencepourlepublic.ca